

Déclaration de François Fillon : la rigueur est annoncée

En déclarant ce jeudi 6 mai que « les dépenses de l'Etat, hors charges d'intérêts de la dette et hors dépenses de pensions, seront gelées en valeur pendant les trois ans qui viennent », le Premier ministre a, de fait, annoncé la mise en place d'une politique de rigueur pour notre pays.

Déjà en gestation dans les propos de François Fillon du 14 janvier dernier indiquant « que la France devait se replacer dans une trajectoire vertueuse, après dix huit mois où les déficits et la dette ont bondi », ce tour de vis concernera au premier chef tous les agents publics qui verront, de fait, leur pouvoir d'achat amputé pour les trois ans qui viennent.

Dans le même temps, les dépenses d'intervention qui regroupent essentiellement les aides économiques et les aides à l'emploi ainsi que les aides sociales devraient être réduites. En ces temps de montée du chômage et de la précarité, le risque est grand de voir la pauvreté encore augmenter.

L'UNSA ne peut que s'élever contre de telles mesures qui apparaissent comme profondément injustes.

Sur le plan macro économique, cette politique de rigueur risque de se traduire par une baisse de la consommation des ménages et par le ralentissement d'une croissance déjà très faible.

Pour l'UNSA, ces mesures constituent un tournant majeur dans la politique économique et sociale du gouvernement. Elles devraient avoir des conséquences sur la façon dont l'intersyndicale envisage les actions à venir.